

Modernisation du stade nautique du Roucas Blanc à Marseille

DOSSIER SOUMIS A ENQUETE PUBLIQUE

Note introductive explicitant l'ensemble des procédures concernées



ENQUETE PUBLIQUE - Note introductive explicitant l'ensemble des procédures concernées

Modernisation du stade nautique du Roucas Blanc à Marseille



Dans le cadre du dossier présenté à l'enquête publique concernant le projet de modernisation du stade nautique du Roucas Blanc à Marseille, cette note a pour objet de présenter au public :

1. Les objets de l'enquête publique unique ;
2. Les procédures administratives nécessaires à la réalisation du projet ;
3. La synthèse des textes régissant l'enquête publique, les autorités compétentes pour prendre les décisions, ouvrir et organiser l'enquête, et les décisions prises à l'issue de l'enquête.

1 OBJETS DE L'ENQUETE PUBLIQUE CONJOINTE

L'enquête publique vise à informer le public et à recueillir ses observations, avis, suggestions et éventuelles contre-propositions sur la base des dossiers qui lui seront soumis.

La participation du public, réalisée au travers de cette enquête publique, est nécessaire à plusieurs titres pour le projet de modernisation du stade nautique du Roucas Blanc à Marseille.

Selon la loi ASAP entrée en vigueur au 7 décembre 2020, une procédure d'enquête publique est requise préalablement à la délivrance de l'autorisation environnementale au titre de l'article L. 181-10 du code de l'environnement.

Par ailleurs, une procédure d'enquête publique est en principe requise au titre de l'article L. 123-2 du code de l'environnement, préalablement à la délivrance des autorisations d'urbanisme.

Il est à noter que des dispositions dérogatoires s'appliquent pour les projets considérés comme nécessaires à la préparation, à l'organisation ou au déroulement des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. En application de l'article 9 de la loi du 26 mars 2018, ces projets sont soumis à la seule procédure de participation du public par voie électronique dans les conditions définies à l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

Une enquête publique est, par ailleurs, requise préalablement au changement d'affectation et d'usage de la partie de la Marina relevant du domaine public maritime, en application de l'article L. 2124-1 du code général des propriétés des personnes publiques.

Enfin, concernant la déclaration d'utilité publique (DUP), il faut considérer qu'une enquête publique est également requise au titre de l'article L. 2124-2 du code général des propriétés des personnes publiques.

Ainsi, comme le prévoit l'article L.123-6 du Code de l'Environnement, « lorsque la réalisation d'un projet est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins se fait en application de l'article L.123-2 du Code de l'Environnement, il peut être procédé à une enquête unique, dès lors que les autorités compétentes désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête.

Le maître d'ouvrage, la Ville de Marseille, a donc sollicité Monsieur le préfet des Bouches-du-Rhône, pour qu'il organise une enquête publique unique dans le cadre de l'enquête préalable à la DUP, au changement d'affectation du DPM naturel, à l'autorisation environnementale, au permis de construire et au permis d'aménager.

ENQUETE PUBLIQUE - Note introductive explicitant l'ensemble des procédures concernées

Modernisation du stade nautique du Roucas Blanc à Marseille



Le dossier d'enquête publique concerne la présentation des dossiers suivants :

- La **Déclaration d'Utilité Publique (DUP)**, en raison de travaux impactant le rivage **naturel** ;
- Le **changement d'affectation du domaine public maritime (DPM) naturel** ;
- Le dossier de **Demande d'Autorisation Environnementale**, incluant **l'étude d'impact et son résumé non technique** ;
- Les demandes de **permis de construire** pour le projet des travaux terrestres (secteur nord et secteur sud ;
- La demande de **permis d'aménager** pour le projet des travaux maritimes.

Il comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du ou des projets, plans ou programmes.

Cette enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

2 PROCEDURES ADMINISTRATIVES NECESSAIRES A LA REALISATION DU PROJET

2.1 Déclaration d'Utilité Publique (DUP)

La procédure de déclaration d'utilité publique est requise pour tout projet lié à l'exercice d'un service public ou l'exécution d'un travail public dont la localisation au bord de mer s'impose.

L'article L.2124-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) indique que : *"Il ne peut être porté atteinte à l'état naturel du rivage de la mer, notamment par endiguement, assèchement, enrochement ou remblaiement, sauf pour des ouvrages ou installations liés à l'exercice d'un service public ou l'exécution d'un travail public dont la localisation au bord de mer s'impose pour des raisons topographiques ou techniques impératives et qui ont donné lieu à une déclaration d'utilité publique. Il convient donc de justifier de l'utilité publique de ce projet et de sa nécessaire localisation en bord de mer."*

Le projet de modernisation du stade nautique du Roucas Blanc créera des installations pérennes en bord de mer ; celles-ci permettront notamment l'accueil des épreuves de voile des JO2024 à Marseille : il nécessite donc d'être déclaré d'utilité publique au titre du CG3P.

Le dossier de déclaration d'utilité publique a été déposé en préfecture le 8 avril 2021, puis complété le 25 mai 2021.

Par ailleurs, la réalisation de ce projet par la Ville nécessite un arrêté préfectoral autorisant le Transfert de gestion pour changement d'affectation, pris au titre du I 2123-3 du CG3P. Or, conformément au I 2124-1 du CG3P, tout changement substantiel d'utilisation de zones du domaine public maritime est

préalablement soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

2.2 Demande d'Autorisation Environnementale (DAE)

Le Code de l'Environnement a connu depuis 2017 plusieurs réformes, et notamment l'Ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 et les Décrets n°2017-81 et 2017-82 du 26 janvier 2017 qui ont créé l'**Autorisation Environnementale**.

Etant soumis à **autorisation au titre des articles L.211-1 et suivants du Code de l'Environnement**, le projet de modernisation du stade nautique du Roucas Blanc relève de l'**Autorisation Environnementale**.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale a été déposé en préfecture le 12 février 2021, puis complété le 25 mai 2021. Il comprend l'ensemble des pièces nécessaires à l'instruction de l'autorisation, conformément aux articles R181-12 et suivants du Code de l'environnement :

- Le formulaire CERFA n°15964*01 : Demande d'Autorisation Environnementale ;
- Les éléments communs aux différents volets de la procédure (1°(inclus dans la PJ4), 2° (PJ 1), 3° (PJ3), 4° (Partie 1 de la PJ4), 7°(PJ 2) et 8°(PJ 7) de l'article R.181-13 du Code de l'Environnement) ;
- L'étude d'impact (PJ4) réalisée en application des articles R.122-2 et R.122-3-1 (5° de l'article R.181-13) ;
- L'évaluation des incidences Natura 2000 requise au titre de l'article L.414-4 du Code de l'Environnement et conformément à l'article R.181-14 du Code de l'Environnement.

2.3 Permis de construire

Le projet des travaux terrestres qui vont être réalisés sur le site du stade nautique porte sur une surface de plancher totale de 8 334 m², dont :

- la réalisation de **7 845 m² de surfaces de plancher de constructions neuves** sur le secteur sud,
- la création de **489 m² de surfaces de plancher, en réhabilitation** d'un bâtiment existant sur le secteur nord.

L'objet de ces travaux est de réaliser un équipement adapté à la mission de service public du stade nautique (enseignement de la voile, activités de sensibilisation au milieu marin, missions de l'USPL, ...), aux missions d'entraînement du Pôle France de Voile, et à la tenue de manifestations sportives.

S'agissant d'un équipement destiné à recevoir les installations temporaires lors de l'accueil des épreuves olympiques de voile en 2024, le dossier déposé est un permis à double état, selon les dispositions du décret 2018-512 du 26 juin 2018 :

- Phase olympique : livraison du site dans sa configuration « JO », préalablement à la prise de possession par PARIS 2024 pour les installations temporaires ;

ENQUETE PUBLIQUE - Note introductive explicitant l'ensemble des procédures concernées

Modernisation du stade nautique du Roucas Blanc à Marseille



-
- Phase héritage : livraison, après travaux d'adaptation, de l'équipement dans sa configuration définitive.

Les secteurs nord et sud étant situés sur deux parcelles non contigües, ces interventions nécessitent l'obtention de deux autorisations de construire.

Le dossier de demande de permis de construire du secteur sud a été déposé en Mairie le 17 mars 2021, puis complété le 25 juin 2021.

Le dossier de demande de permis de construire du secteur nord a été déposé en Mairie le 30 juillet 2021.

Le projet dans son ensemble, et notamment dans le secteur sud, induit une dérogation à la loi littoral qui soumet les espaces proches du rivage à une constructibilité limitée.

A ce titre, le projet doit faire l'objet d'un accord du Préfet, après avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS). Celle-ci s'est réunie le 29 juin 2021 pour étudier le dossier et a émis un avis favorable. Cet avis, ainsi que l'accord du Préfet sont joints au dossier du permis de construire.

2.4 Permis d'aménager

L'article R.421-19 nouveau du code de l'urbanisme prévoit ce dossier pour la création d'aire de jeux et de sports d'une superficie supérieure à 2 ha.

Le permis d'aménager concerne ici la **réalisation d'ouvrages maritimes et d'aménagements dans le bassin du Roucas Blanc**, dont :

- Une opération de dragage du plan d'eau ;
- La mise en œuvre de dispositifs de protection du plan d'eau (digue intérieure mixte et dispositifs d'avivement) ;
- La création d'une circulation piétonne au Nord de l'anse ;
- L'aménagement du quai du pôle technique (et du quai central en option) ;
- Le confortement des glacis ;
- La réorganisation des mouillages ;

Le dossier de demande de permis d'aménager initial a été déposé en Mairie le 12 avril 2021, puis complété le 8 juin 2021.

2.5 Synthèse des dossiers constitués soumis à l'enquête publique

Compte tenu des éléments supra, la **Ville de Marseille**, maître d'ouvrage du projet, a constitué les dossiers suivants en vue de leur présentation enquête publique commune :

- Un **dossier préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et à l'Enquête Publique** du projet, relatives au changement d'affectation du domaine public maritime et aux travaux modifiant l'état du rivage, qui comprend notamment :
 - La justification de l'opération et de son intérêt général
 - L'étude d'impact
 - Le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000
- Un **dossier de Demande d'Autorisation Environnementale** portant notamment sur l'autorisation Loi sur l'Eau, et incluant :
 - L'étude d'impact
 - Le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000
- Un **dossier de permis de construire** qui comprend notamment :
 - L'étude d'impact
 - Le dossier de présentation du projet à la CDNPS

ENQUETE PUBLIQUE - Note introductive explicitant l'ensemble des procédures concernées

Modernisation du stade nautique du Roucas Blanc à Marseille



-
- Un dossier de Permis d'aménager, qui comprend notamment :
 - L'étude d'impact

Toutes ces procédures sont soumises à étude d'impact, qui a l'objet d'un avis de la MRAE. Cette étude d'impact fera l'objet d'actualisation(s) lorsque le projet olympique (phase événementielle) sera connu, d'ici 2024.

NB : En parallèle de l'enquête publique, la réalisation du projet nécessite la signature d'une convention de transfert de gestion entre l'Etat et la Ville de Marseille, portant sur les éléments du stade nautique modernisé situés sur le DPM.

3 TEXTES REGISSANT L'ENQUETE PUBLIQUE, ORGANISATION DE L'ENQUETE ET DECISIONS POUVANT ETRE ADOPTEES A SON ISSUE

3.1 Mention des textes régissant l'enquête publique

L'enquête publique est une procédure majeure de la démocratie participative destinée à informer utilement et sincèrement le public sur la base des éléments d'un projet.

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L.123-2 du Code de l'Environnement.

Les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision (article L.123-1 du Code de l'Environnement).

a/ Conformément à l'article L.2124-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P), « sous réserve des textes particuliers concernant la défense nationale et des besoins de la sécurité maritime, **tout changement substantiel d'utilisation de zones du domaine public maritime est préalablement soumis à enquête publique** réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1^{er} du Code de l'Environnement »

Par ailleurs, conformément à l'article L.2124-2 du CG3P, « en dehors des zones portuaires et industrialo-portuaires, et sous réserve de l'exécution des opérations de défense contre la mer et de la réalisation des ouvrages et installations nécessaires à la sécurité maritime, à la défense nationale, à la pêche maritime, à la saliculture et aux cultures marines, il ne peut être porté atteinte à l'état naturel du rivage de la mer, notamment par endiguement, assèchement, enrochement ou remblaiement, **sauf pour des ouvrages ou installations liés à l'exercice d'un service public ou l'exécution d'un travail public dont la localisation au bord de mer s'impose pour des raisons topographiques ou techniques impératives et qui ont donné lieu à une déclaration d'utilité publique** ».

b/ Conformément à l'article L.181-9 du Code de l'Environnement, une enquête publique est requise pour la Demande d'Autorisation Environnementale à la suite de la phase d'examen.

Au terme de l'article L.123-2 du Code de l'Environnement, « font l'objet d'une enquête publique préalable à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption, les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements exécutés par les personnes publiques ou privées devant comporter une étude d'impact en application de l'article L.122-1 du Code de l'Environnement ».

ENQUETE PUBLIQUE - Note introductive explicitant l'ensemble des procédures concernées

Modernisation du stade nautique du Roucas Blanc à Marseille



Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine sont précédés d'une étude d'impact (article L.122-1 du Code de l'Environnement).

Le projet, selon l'annexe à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement, entrerait dans le champ d'application de la procédure d'examen au cas par cas. Toutefois, au regard de l'importance et de la nature des travaux et des aménagements nécessaires, il a été convenu avec les services de l'Etat qu'une étude d'impact serait réalisée pour l'ensemble des projets concernés par les JO, au titre d'une seule opération d'aménagement.

Le projet est donc soumis à étude d'impact, dans le cadre d'une démarche volontaire afin de s'assurer d'une bonne prise en compte des enjeux environnementaux. Cette étude d'impact porte à ce stade sur le projet de la phase Héritage des JO ; elle sera donc complétée d'ici 2024 concernant les enjeux environnementaux liés au déroulement des jeux olympiques eux-mêmes.

c/ Conformément à l'article L. 103-4 du Code de l'urbanisme sur les modalités de la concertation du public pour les permis de construire : ces modalités doivent permettre au public, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions enregistrées et conservées par l'autorité compétente.

3.2 Autorités compétentes pour prendre les décisions, ouvrir et organiser l'enquête publique

Le regroupement d'enquêtes en une seule procédure a été codifié à l'article L.123-6 du Code de l'Environnement. C'est un moyen de rationalisation des procédures pour les opérations complexes dont le nombre et la variété d'enquêtes posaient de grandes difficultés d'application.

Comme vu plus haut, lorsque la réalisation d'un projet est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins en application de l'article L.123-2 du Code de l'Environnement, il peut être procédé à une enquête unique, dès lors que les autorités compétentes désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête (article L. 123-6 du Code de l'Environnement).

C'est la **Préfecture des Bouches-du-Rhône** qui est chargée de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête publique, sur la base d'une délibération de la Ville de Marseille autorisant le Maire à demander l'ouverture de cette enquête au Préfet.

3.3 Décisions prises à l'issue de l'enquête

A l'issue de l'enquête publique, et conformément à l'article L.126-1 du Code de l'Environnement, la Ville de Marseille publiera une déclaration de projet afin de se prononcer sur l'intérêt général de l'opération projetée.

L'autorité compétente pour prendre la décision requise au titre des articles L.422-2b et R.422-2 du code l'urbanisme est le Maire de Marseille qui statuera par arrêté sur les demandes de permis de construire et de permis d'aménager, après publication de la délibération portant déclaration de projet.

Dans un délai d'un an à compter de la clôture de ladite enquête, le Préfet des Bouches-du-Rhône pourra prononcer, par arrêté, la déclaration d'utilité publique des travaux au titre de l'atteinte portée à l'état naturel du rivage de la mer conformément à l'article L.2124-2 du CGPPP. Cet arrêté sera mis en ligne sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Le préfet des Bouches-du-Rhône est également l'autorité compétente pour prendre la décision requise au titre de l'article L.181-1 du code de l'environnement concernant cette opération et statuera par arrêté portant autorisation environnementale assortie de prescriptions, ou par arrêté de refus délivré à la ville de Marseille après avis, le cas échéant, du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dont la consultation est facultative. Cet arrêté sera mis en ligne sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>